

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het actieve beheerscontract vermeldt :

- 1° de identiteit van de partijen en de vertegenwoordigingsmodaliteiten voor eigenaren en gebruikers;
- 2° het grondgebied waarop het van toepassing is en, in zijn midden, de kadastrale aanduidingen van de betrokken percelen;
- 3° de wettelijke en reglementaire bepalingen die het administratieve statuut van die percelen uitmaken;
- 4° het voorwerp van het contract;
- 5° de beschrijving van de gewone beheerswerken op de site en de desbetreffende toelagen;
- 6° de beschrijving van de eventueel uit te voeren buitengewone restauratie- en verbeteringswerken en de desbetreffende toelagen;
- 7° een programma met de aard, plaats en uitvoeringstermijnen van de werken;
- 8° de verdeling van de werken tussen de eigenaars, de gebruikers en eventueel het Waalse Gewest;
- 9° de verdeling van de toelagen tussen de begunstigden;
- 10° een raming van de uitgaven die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken;
- 11° in voorkomend geval, de straffen van toepassing in geval van tekortkoming aan het beheerscontract, vastgesteld volgens de voorschriften van artikel 5 van het besluit betreffende de modaliteiten van het voorafgaande overleg, het opmaken van beheerscontracten en het vaststellen van de niet-uitvoering van de actieve beheersmaatregelen;
- 12° de verplichting die de eigenaar of de gebruiker heeft om, bij overdracht van het geheel of een gedeelte van zijn rechten of bij toekenning van een persoonlijk recht, de naleving van het beheerscontract op te leggen aan de overnemer;
- 13° de verplichting die de eigenaar of de gebruiker heeft om de Directeur van de afdeling Natuur en Bossen op de hoogte te brengen van elke overgang, vestiging of wijziging van een zakelijk of persoonlijk recht betreffende een goed gelegen in de perimeter van de Natura 2000-site;
- 14° in voorkomend geval, de vestiging van de nieuwe erfdiensbaarheden, van openbaar nut of privaatrechtelijk, of van persoonlijke verplichtingen alsook de onroerende overdrachten die noodzakelijk zijn om de doelstellingen i.v.m. het actieve beheer van de site te bereiken.

**Art. 2.** Het beheerscontract kan de voorzitter van de betrokken Instandhoudingscommissie of zijn vertegenwoordiger belasten met een bemiddelingsopdracht die alleen betrekking heeft op de geschillen tussen eigenaars en gebruikers betreffende de uitvoering van genoemd contract.

**Art. 3.** De datum van het aanwijzingsbesluit en van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* alsook, in voorkomend geval, verwijzingen naar het beheerscontract staan vermeld in de akten of overeenkomsten die de overgangen vaststellen van een zakelijk recht betreffende een onroerend goed gelegen in de perimeter van een Natura 2000-site.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 november 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

---

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 269

[2004/200112]

**20 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux modalités de la concertation préalable à l'élaboration des contrats de gestion active et à la constatation de l'inexécution des mesures de gestion active**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 26, § 2, alinéa 2 et § 3, alinéas 2 et 3, et § 4, alinéa 2, et article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 4, tels qu'insérés par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 17 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2003;

Vu l'avis 35.837/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Les bois et forêts qui font partie du domaine de la Région wallonne ainsi que les bois et forêts soumis au Code forestier ne sont pas concernés par les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De la concertation préalable*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur du Centre de la Division de la nature et des forêts ou son délégué, ci-après dénommé le directeur, notifie par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception la désignation du site Natura 2000 aux propriétaires et occupants concernés par le site et les invite à une réunion de concertation organisée au minimum quinze jours après l'envoi de l'invitation; il y convie également la Commission de conservation.

L'invitation mentionne les lieu, jour et heure de la réunion et l'ordre du jour.

L'ordre du jour énumère les moyens appropriés à mettre en œuvre dans le site pour atteindre les objectifs du régime de gestion active du site tels que définis par l'arrêté de désignation.

L'invitation comporte un modèle de procuration permettant au propriétaire ou à l'occupant concerné d'être valablement représenté par le mandataire choisi.

§ 2. Le directeur, après avoir vérifié que tous les propriétaires et occupants concernés par le site sont présents ou valablement représentés, acte tout accord qui intervient quant au choix des moyens proposés dans l'arrêté de désignation du site pour atteindre les objectifs du régime de gestion active.

Au sens de l'article 26, § 4, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il y a accord sur les moyens à mettre en œuvre dans le site pour atteindre les objectifs du régime de gestion active du site dès l'instant où le choix de ces moyens recueille l'assentiment unanime de tous les propriétaires et occupants concernés par le site.

§ 3. Les propriétaires et occupants visés au § 2, alinéa 2, désignent un notaire chargé, notamment, de l'élaboration d'un projet de contrat de gestion active dans lequel seront consignés les moyens retenus pour atteindre les objectifs du régime de gestion active du site.

En cas de désaccord persistant entre les propriétaires et occupants quant au choix du notaire, celui-ci est désigné par le directeur.

§ 4. Lorsque l'accord visé au § 2 est acté, le directeur notifie au notaire dans les huit jours de la clôture de la réunion de concertation l'arrêté de désignation du site et la copie du procès-verbal de la réunion de concertation.

Le directeur charge le notaire de la préparation, de la rédaction et de la négociation du projet de contrat de gestion active ainsi que de la convocation à une réunion de négociation dans un délai de trois mois à dater de la clôture de la réunion de concertation de tous les propriétaires et occupants concernés par le site, du directeur et d'un représentant de la Commission de conservation du site.

Le notaire n'assume pas la maîtrise des données de nature scientifique qui lui sont transmises par le directeur.

§ 5. Le directeur acte tout défaut d'accord quant au choix des moyens à mettre en œuvre dans le site pour atteindre les objectifs du régime de gestion active du site :

1<sup>o</sup> lorsqu'un propriétaire ou occupant du site concerné n'assiste pas à la réunion de concertation ou n'y est pas valablement représenté;

2<sup>o</sup> lorsque le choix des moyens à mettre en œuvre dans le site pour atteindre les objectifs du régime de gestion active ne recueille pas l'assentiment unanime de tous les propriétaires et occupants du site concerné.

CHAPITRE III. — *De l'élaboration du contrat de gestion*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Lors de la réunion de négociation visée à l'article 2, § 4, alinéa 2, le notaire informe les participants notamment sur la législation en vigueur, les effets de l'arrêté de désignation du site et du projet de contrat de gestion active qu'il soumet à l'accord des propriétaires et occupants du site et du directeur.

Les propriétaires et occupants du site concerné et le directeur peuvent proposer tout amendement au projet de contrat de gestion active quant au choix des moyens retenus lors de la réunion de concertation pour atteindre les objectifs du régime de gestion active prévus par l'arrêté de désignation du site. Un représentant de la Commission de conservation participe au débat avec voix consultative.

§ 2. Si le projet éventuellement amendé n'emporte pas l'adhésion des propriétaires et occupants ou du directeur, le notaire peut, avant d'acter le défaut d'accord, solliciter la médiation du président de la Commission de conservation ou de son représentant.

Le notaire en informe sur-le-champ le représentant de la Commission de conservation et ajourne la réunion à une date qu'il fixe de commun accord avec les participants. Cette réunion se tient sans nouvelle invitation.

§ 3. Au sens de l'article 26, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, il y a accord sur le projet de contrat de gestion active dès l'instant où le projet éventuellement amendé emporte l'adhésion de tous les propriétaires et occupants concernés, le cas échéant après médiation du président de la Commission de conservation ou de son représentant.

§ 4. Le notaire acte l'accord des parties et dresse l'acte authentique contenant le contrat de gestion active et le fait signer par toutes les parties qui y ont adhéré dans un délai de trois mois prenant cours à dater de la clôture de la dernière réunion de négociation.

§ 5. Le notaire fait transcrire le contrat de gestion active à la conservation des hypothèques et en notifie immédiatement copie aux propriétaires et occupants du site ainsi qu'au directeur et à la Commission de conservation.

Dès sa transcription, les droits et obligations nés du contrat de gestion active constituent à l'égard de toutes les parties signataires au contrat les mesures de gestion appropriées pour atteindre les objectifs du régime de gestion active dans le site concerné.

§ 6. Le notaire acte tout défaut d'accord quant au projet de contrat de gestion active :

1<sup>o</sup> lorsqu'un propriétaire ou occupant du site concerné n'assiste pas à la réunion de négociation ou n'y est pas valablement représenté;

2<sup>o</sup> lorsque le projet de contrat de gestion active éventuellement amendé ne recueille pas l'adhésion unanime de tous les propriétaires et occupants du site concerné.

CHAPITRE IV. — *Du défaut d'accord*

**Art. 4.** Lorsque l'accord unanime de tous les propriétaires et occupants du site n'est pas rencontré conformément aux dispositions des articles 2, § 5, et 3, § 6, le Gouvernement arrête, après avoir le cas échéant tenu compte des avis qui se sont majoritairement exprimés parmi les propriétaires et occupants du site et après avis de la Commission de conservation concernée par le site, les mesures appropriées pour atteindre les objectifs du régime de gestion active tels que définis par l'arrêté de désignation du site.

Au nombre des mesures appropriées pour atteindre les objectifs du régime de gestion active, le Gouvernement peut, notamment, conclure un contrat de gestion active avec les propriétaires et occupants du site qui se sont majoritairement exprimés en faveur d'un tel contrat.

Pour les autres propriétaires et occupants du site qui ne sont pas majoritairement exprimés en faveur d'un contrat de gestion active, le Gouvernement adopte les mesures appropriées pour atteindre les objectifs du régime de gestion active tels que définis par l'arrêté de désignation du site.

Au nombre de ces mesures, le Gouvernement peut adopter, à l'égard des propriétaires et occupants qui n'ont pas marqué leur accord sur le contrat de gestion active visé à l'article 3, § 4, des mesures de gestion active du site éventuellement contenues dans ledit contrat de gestion active.

CHAPITRE V. — *De la constatation de l'inexécution des mesures de gestion active*

**Art. 5.** Sans préjudice des règles relatives à la constatation des infractions pénales, le directeur ou tout agent délégué par lui est compétent pour constater toute inexécution des mesures de gestion active applicables sur le site et notamment tout manquement aux clauses du contrat de gestion.

Le directeur ou son délégué en dresse un procès-verbal dont une copie est transmise, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les quinze jours, au propriétaire ou à l'occupant concerné et à la Commission de conservation.

Le propriétaire ou l'occupant concerné dispose d'un délai de deux mois pour adresser ses moyens de défense, par pli recommandé à la poste, avec accusé de réception au directeur.

Passé ce délai, le silence du propriétaire ou de l'occupant est considéré comme une reconnaissance de la matérialité des faits constatés.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 269

[2004/200112]

**20. NOVEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung betreffend die Modalitäten für die der Aufstellung der Verträge zur aktiven Verwaltung vorangehende Konzertierung und betreffend die Feststellung der Nichtausführung der Maßnahmen zur aktiven Verwaltung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 79/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

Aufgrund der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der Artikel 26, § 2, Absatz 2 und § 3, Absätze 2 und 3, und § 4, Absatz 2 und Artikel 27, § 1, Absatz 2 und § 4, wie eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des am 17. September 2002 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 24. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. September 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 35.837/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Die Wälder und Forste, die der Domäne der Wallonischen Region gehören sowie die Wälder und Forste, die dem Forstgesetzbuch unterliegen, werden nicht von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffen.

KAPITEL II. — *Vorherige Konzertierung*

**Art. 2** - § 1. Der Direktor eines Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen oder sein Bevollmächtigter, nachstehend "Direktor" genannt, teilt den betroffenen Eigentümern und Rechtsinhabern die Bezeichnung des Gebiets als Natura 2000-Gebiet per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mit. Er lädt sie zu einer Konzertierungsversammlung ein, die mindestens fünfzehn Tage nach der Sendung der Einladung organisiert wird. Er lädt ebenfalls die Erhaltungskommission ein.

Die Einladung gibt den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung sowie die Tagesordnung an.

In der Tagesordnung werden die in dem Gebiet einzusetzenden Mittel aufgeführt, die angemessenen sind, um die in dem Bezeichnungserlass bestimmten Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen.

Die Einladung umfasst das Muster einer Vollmacht, durch die der betroffene Eigentümer oder Rechtsinhaber durch einen ausgewählten Mandatsträger gültig vertreten werden kann.

§ 2. Nachdem der Direktor überprüft hat, dass die gesamten betroffenen Eigentümer und Rechtsinhaber anwesend oder gültig vertreten sind, protokolliert er jegliche Einigung betreffend die Wahl der im Erlass zur Bezeichnung des Gebiets vorgeschlagenen Mittel, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung zu erreichen.

Im Sinne von Artikel 26, § 4, Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1979 über die Erhaltung der Natur ist eine Einigung über die Mittel, die einzusetzen sind, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, erzielt, sobald bei der Auswahl dieser Mittel Einstimmigkeit seitens der gesamten betroffenen Eigentümer und Rechtsinhaber herrscht.

§ 3. Die in § 2, Absatz 2 erwähnten Eigentümer und Rechtsinhaber bestellen einen Notar, der insbesondere damit beauftragt wird, den Entwurf zum Vertrag zur aktiven Verwaltung aufzustellen, in dem die Mittel, die gewählt wurden, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, aufgeführt werden.

Bei dauernder Uneinigkeit zwischen den Eigentümern und Rechtsinhabern, was die Wahl des Notars betrifft, wird dieser durch den Direktor bezeichnet.

§ 4. Wenn die in § 2 erwähnte Einigung zu Protokoll gebracht worden ist, stellt der Direktor dem Notar innerhalb acht Tagen nach dem Abschluss der Konzertierungsversammlung den Erlass zur Bezeichnung des Gebiets und die Abschrift des Protokolls der Konzertierungsversammlung zu.

Der Direktor beauftragt den Notar mit der Vorbereitung, der Abfassung und der Verhandlung des Entwurfs zum Vertrag zur aktiven Verwaltung sowie mit der Vorladung der gesamten betroffenen Eigentümer und Rechtsinhaber, des Direktors und eines Vertreters der Erhaltungskommission des Gebiets zu einer Verhandlungsversammlung innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Abschluss der Konzertierungsversammlung.

Der Notar übernimmt nicht die Herrschaft über die Daten wissenschaftlicher Art, die ihm durch den Direktor mitgeteilt werden.

§ 5. Der Direktor bringt jegliche Uneinigkeit zu Protokoll, was die Auswahl der Mittel betrifft, die in dem Gebiet einzusetzen sind, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen:

1° wenn ein Eigentümer oder Rechtsinhaber des betroffenen Gebiets der Konzertierungsversammlung nicht beiwohnt oder nicht gültig vertreten ist;

2° wenn bei der Auswahl der Mittel, die in dem Gebiet einzusetzen sind, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, keine Einstimmigkeit seitens der gesamten Eigentümer oder Rechtsinhaber des betroffenen Gebiets erreicht wird.

### KAPITEL III. — *Aufstellung des Verwaltungsvertrags*

**Art. 3** - § 1. Bei der in Artikel 2, § 4, Absatz 2 erwähnten Verhandlungsversammlung informiert der Notar die Teilnehmer insbesondere über die geltende Gesetzgebung, die Auswirkungen des Erlasses zur Bezeichnung des Gebiets und des Entwurfs zum Vertrag zur aktiven Verwaltung, den er den Eigentümern und Rechtsinhabern des Gebiets und dem Direktor zur Genehmigung vorlegt.

Die Eigentümer und Rechtsinhaber des betroffenen Gebiets und der Direktor sind berechtigt, jegliche Änderung des Entwurfs zum Vertrag zur aktiven Verwaltung vorzuschlagen, was die Auswahl der Mittel betrifft, die bei der Konzertierungsversammlung gewählt werden, um die durch den Erlass zur Bezeichnung des Gebiets vorgesehenen Ziele zu erreichen. Ein Vertreter der Erhaltungskommission wohnt der Debatte mit beratender Stimme bei.

§ 2. Wenn der gegebenenfalls geänderte Entwurf die Zustimmung der Eigentümer und Rechtsinhaber oder des Direktors nicht erhält, ist der Notar, bevor er die Uneinigkeit protokolliert, berechtigt, die Vermittlung des Vorsitzenden der Erhaltungskommission oder dessen Vertreters zu beantragen.

Der Notar informiert den Vertreter der Erhaltungskommission sofort und verlegt die Versammlung auf ein anderes Datum, das er im Einvernehmen mit den Teilnehmern festlegt. Diese Versammlung findet ohne neue Einladung statt.

§ 3. Im Sinne von Artikel 26, § 4, Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur ist eine Einigung über den Entwurf zum Vertrag zur aktiven Verwaltung erzielt, sobald seitens aller betroffenen Eigentümer und Rechtsinhaber Einstimmigkeit herrscht, gegebenenfalls nach der Vermittlung des Vorsitzenden der Erhaltungskommission oder dessen Vertreters.

§ 4. Der Notar bringt die Einigung der Parteien zu Protokoll und erstellt die authentische Urkunde, die den Vertrag zur aktiven Verwaltung umfasst, und lässt sie innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem Abschluss der letzten Verhandlungsversammlung durch die gesamten Parteien, die ihm zugestimmt haben, unterzeichnen.

§ 5. Der Notar lässt den Vertrag zur aktiven Verwaltung beim Hypothekenamt eintragen und stellt den Eigentümern und Rechtsinhabern des Gebiets sowie dem Direktor und der Erhaltungskommission sofort eine Abschrift davon zu.

Für alle unterzeichnenden Parteien bilden die aus dem Vertrag zur aktiven Verwaltung entstandenen Rechte und Pflichten sofort ab der Eintragung des Vertrags die angemessenen Maßnahmen, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung im betroffenen Gebiet zu erreichen.

§ 6. Der Notar bringt jegliche Uneinigkeit, was den Entwurf zum Vertrag zur aktiven Verwaltung betrifft, zu Protokoll:

1° wenn ein Eigentümer oder Rechtsinhaber des betroffenen Gebiets der Verhandlungsversammlung nicht beiwohnt oder nicht gültig vertreten ist;

2° wenn hinsichtlich des gegebenenfalls geänderten Entwurfs zum Vertrag zur aktiven Verwaltung keine Einstimmigkeit seitens aller Eigentümer und Rechtsinhaber des betroffenen Gebiets erreicht wird.

### KAPITEL IV. — *Uneinigkeit*

**Art. 4** - Wenn seitens der gesamten Eigentümer und Rechtsinhaber des Gebiets gemäß den Bestimmungen von Artikeln 2, § 5 und 3, § 6 keine Einstimmigkeit herrscht, trifft die Regierung nach Gutachten der betroffenen Erhaltungskommission und nachdem sie ggf. die von der Mehrheit der Eigentümer und Rechtsinhaber des Gebiets geäußerten Ansichten mit berücksichtigt hat, die angemessenen Maßnahmen, um die im Bezeichnungserlass des Gebiets bestimmten Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung zu erreichen.

Unter den angemessenen Maßnahmen, um die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, kann die Regierung insbesondere einen Vertrag zur aktiven Verwaltung mit denjenigen Eigentümern und Rechtsinhabern des Gebiets abschließen, die sich mehrheitlich für einen solchen Vertrag ausgesprochen haben.

Für die sonstigen Eigentümer und Rechtsinhaber des Gebiets, die sich nicht mehrheitlich für einen Vertrag zur aktiven Verwaltung ausgesprochen haben, trifft die Regierung die angemessenen Maßnahmen, um die im Bezeichnungserlass des Gebiets bestimmten Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen.

Unter diesen Maßnahmen kann die Regierung, was die Eigentümer und Rechtsinhaber betrifft, die dem in Artikel 2, § 1 erwähnten Vertrag zur aktiven Verwaltung nicht zugestimmt haben, Maßnahmen zur aktiven Verwaltung treffen, die gegebenenfalls im besagten Vertrag zur aktiven Verwaltung enthalten sind.

KAPITEL V. — *Feststellung der Nichtausführung der Maßnahmen zur aktiven Verwaltung*

**Art. 5** - Unbeschadet der Regeln betreffend die Feststellung der Straftaten ist der Direktor oder jeglicher durch ihn bevollmächtigte Bedienstete befugt, um jede Nichtausführung der auf dem Gebiet anwendbaren Maßnahmen zur aktiven Verwaltung und insbesondere die Nichtbeachtung der Klauseln des Verwaltungsvertrags festzustellen.

Der Direktor oder sein Bevollmächtigter nimmt ein Protokoll darüber auf, von dem eine Abschrift innerhalb fünfzehn Tagen dem betroffenen Eigentümer oder Rechtsinhaber und der Erhaltungskommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung zugestellt wird.

Der betroffene Eigentümer oder Rechtsinhaber verfügt über eine Frist von zwei Monaten, um dem Direktor seine Verteidigungsmittel per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mitzuteilen.

Nach Ablauf dieser Frist wird das Schweigen des Eigentümers oder des Rechtsinhabers als Eingeständnis für die festgestellten Tatbestände betrachtet.

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. November 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 269

[2004/200112]

**20 NOVEMBER 2003 — Besluit van de Waalse Regering betreffende de modaliteiten voor het overleg voorafgaand aan de uitwerking van de contracten van actief beheer en de vaststelling van niet-uitvoering van de maatregelen van actief beheer**

De Waalse Regering,

Gelet op de richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 26, § 2, tweede lid, en § 3, tweede en derde lid, en § 4, tweede lid, en artikel 27, § 1, tweede lid en § 4 zoals ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden alsook van de wilde fauna en flora;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 17 september 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juli 2003;

Gelet op het advies 35.837/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit gelden noch voor de bossen en wouden die deel uitmaken van het domein van het Waalse Gewest noch voor de bossen en wouden die onder het Boswetboek vallen.

HOOFDSTUK II. — *Voorafgaandelijk overleg*

**Art. 2.** § 1. De directeur van het Centrum van de Afdeling Natuur en Bossen of diens gemachtigde hierna de directeur genoemd, geeft bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst kennis van de aanwijzing van de Natura 2000-site aan de eigenaars en de bezetters die bij de site betrokken zijn en nodigt ze uit voor een overlegvergadering die minstens vijftien dagen na de verzending van de uitnodiging belegd wordt; hij nodigt er eveneens de Instandhoudingscommissie op uit.

In de uitnodiging worden plaats, dag en uur van de vergadering en de agenda vermeld.

In de agenda worden de middelen opgesomd die in de site uitgevoerd dienen te worden om de doelstellingen van de regeling van actief beheer van de site, zoals bepaald bij het aanwijzingsbesluit, te bereiken.

Bij de uitnodiging wordt een model van machtiging gevoegd waardoor de betrokken eigenaar of bezetter geldig vertegenwoordigd kunnen worden door de gemachtigde die ze daartoe gekozen hebben.

§ 2. Nadat hij nagekeken heeft of alle bij de site betrokken eigenaars en bezetters aanwezig dan wel geldig vertegenwoordigd zijn, neemt de directeur akte van elke overeenstemming over de keuze van de middelen die in het aanwijzingsbesluit van de site worden voorgesteld om de doelstellingen van de regeling van actief beheer te bereiken.

In de zin van artikel 26, § 4, eerste lid, van de wet over het natuurbehoud is er overeenstemming over de middelen die ingezet dienen te worden in de site om de doelstellingen van de regeling van actief beheer van de site te bereiken zodra er eenstemmigheid bestaat over de keuze van de middelen bij alle bij de site betrokken eigenaars en bezetters.

§ 3. De eigenaars en bezetters bedoeld in § 2, tweede lid, wijzen een notaris aan die meer bepaald belast is met de uitwerking van een ontwerp-contract van actief beheer waarin de middelen opgetekend worden die uitgekozen worden om de doelstellingen van actief beheer van de site te bereiken.

Indien eigenaars en bezetters het niet eens kunnen worden over de keuze van de notaris, wordt deze door de directeur aangewezen.

§ 4. Indien akte is genomen van de overeenstemming bedoeld in § 2, geeft de directeur binnen acht dagen na afsluiten van de overlegvergadering kennis aan de notaris van het aanwijzingsbesluit van de site en van het afschrift van de notulen van de overlegvergadering.

De directeur belast de notaris met de voorbereiding, de redactie van en de onderhandeling over het ontwerp-contract van actief beheer, evenals van de oproeping tot een overlegvergadering binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het afsluiten van de overlegvergadering met alle bij de site betrokken eigenaars en bezetters, de directeur en een vertegenwoordiger van de Instandhoudingscommissie van de site.

De notaris wordt het beheersen van de gegevens van wetenschappelijke aard die hem door de directeur worden overgemaakt, niet aangerekend.

§ 5. De directeur neemt akte van het ontbreken van elke overeenstemming betreffende de keuze van de middelen die in de site ingezet dienen te worden om de doelstellingen van de regeling van actief beheer van de site te bereiken :

1° indien een eigenaar of bezetter van de betrokken site de overlegvergadering niet bijwoont of er niet geldig vertegenwoordigd is;

2° indien er geen eenstemmigheid bereikt wordt onder de eigenaars en de bezetters van de betrokken site over de keuze van de middelen die ingezet dienen te worden in de site om de doelstellingen van de regeling van actief beheer te bereiken.

### HOOFDSTUK III. — *Uitwerking van het beheerscontract*

**Art. 3.** § 1. Op de overlegvergadering bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid, licht de notaris de deelnemers meer bepaald in over de vigerende wetgeving, de gevolgen van het aanwijzingsbesluit van de site en het ontwerp-contract van actief beheer dat door hem ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de eigenaars en bezetters van de site en aan de directeur.

De eigenaars en bezetters van de betrokken site en de directeur kunnen elke wijziging voorstellen in het ontwerp-contract van actief beheer wat betreft de keuze van middelen op de overlegvergadering om de doelstellingen van de regeling van actief beheer bedoeld bij het aanwijzingsbesluit van de site te bereiken. Een vertegenwoordiger van de Instandhoudingscommissie neemt met raadgevende stem deel aan het debat.

§ 2. Als het eventueel gewijzigde ontwerp niet de goedkeuring krijgt van de eigenaars en bezetters of de directeur, kan de notaris, voor hij akte neemt van het ontbreken van overeenstemming, om de bemiddeling van de voorzitter van de Instandhoudingscommissie of diens gemachtigde verzoeken.

De notaris licht ogenblikkelijk de vertegenwoordiger van de Instandhoudingscommissie in en stelt de vergadering uit tot een datum die hij in onderlinge overeenstemming met de deelnemers vaststelt. Die vergadering wordt belegd zonder nieuwe uitnodiging.

§ 3. In de zin van artikel 26, § 4, eerste lid, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud is er overeenstemming over het ontwerp-contract van actief beheer zodra het eventueel gewijzigde ontwerp de goedkeuring krijgt van alle betrokken eigenaars en bezetters, in voorkomend geval na bemiddeling van de voorzitter van de Instandhoudingscommissie of diens vertegenwoordiger.

§ 4. De notaris neemt akte van de overeenstemming van partijen en stelt de authentieke akte op waarin het contract van actief beheer opgenomen wordt en laat het ondertekenen door alle partijen die het hebben goedgekeurd binnen een termijn van drie maanden die ingaat te rekenen van het afsluiten van de laatste onderhandelingsvergadering.

§ 5. De notaris laat het contract van actief beheer inschrijven op de bewaring der hypotheek en maakt er onmiddellijk een afschrift van over aan de eigenaars en bezetters van de site, evenals aan de directeur en aan de Instandhoudingscommissie.

Onmiddellijk na de overschrijving vormen de rechten en verplichtingen die uit het contract van actief beheer voortvloeien ten opzichte van alle ondertekenende partijen de gepaste beheersmaatregelen om de doelstellingen van de regeling van actief beheer in de betrokken site te bereiken.

§ 6. De notaris neemt akte van het ontbreken van overeenstemming over het ontwerp-contract van actief beheer :

1° indien een eigenaar of een bezetter van de betrokken site de onderhandelingsvergadering niet bijwoont of er niet geldig vertegenwoordigd is;

2° indien er geen eenstemmigheid ontstaat bij alle eigenaars en bezetters van de betrokken site over het eventueel gewijzigd ontwerp-contract van actief beheer.

### HOOFDSTUK IV. — *Ontbreken van overeenstemming*

**Art. 4.** Indien er geen eenstemmigheid bereikt wordt onder de eigenaars en bezetters van de site overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2, § 5, en 3, § 6, besluit de Regering na in voorkomend geval rekening te hebben gehouden met de meningen die uitgedrukt zijn door een meerderheid van eigenaars en bezetters van de site en na advies van de bij site betrokken Instandhoudingscommissie, tot de gepaste maatregelen om de doelstellingen van de regeling van actief beheer zoals bepaald bij het aanwijzingsbesluit van de site te bereiken.

Onder de gepaste maatregelen om de doelstellingen van de regeling van actief beheer te bereiken, kan de Regering meer bepaald een contract van actief beheer sluiten met de eigenaars en bezetters van de site die in de meerderheid een dergelijk contract gunstig gezind zijn.

Voor de andere eigenaars en bezetters van de site die zich niet bij die meerderheid aangesloten hebben die een contract van actief beheer gunstig gezind is, neemt de Regering de gepaste maatregelen aan om de doelstellingen van actief beheer zoals bepaald bij het aanwijzingsbesluit van de site te bereiken.

Onder die maatregelen kan de Regering ten opzichte van de eigenaars en bezetters die hun overeenstemming met het contract van actief beheer bedoeld bij artikel 3, § 4, niet hebben uitgedrukt, maatregelen van actief beheer aannemen die dat contract van actief beheer eventueel bevat.

HOOFDSTUK V. — *Vaststelling van de niet-uitvoering van de maatregelen van actief beheer*

**Art. 5.** Onverminderd de regels betreffende de vaststelling van strafrechtelijke overtredingen is de directeur of elk door hem gemachtigd personeelslid bevoegd om elke niet-uitvoering van de maatregelen van actief beheer die voor de site gelden, vast te stellen en meer bepaald elke tekortkoming ten opzichte van de clausules van het beheerscontract.

De directeur of diens gemachtigde stelt het proces-verbaal op waarvan een afschrift bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst binnen de vijftien dagen wordt overgemaakt aan de betrokken eigenaar of bezetter en aan de instandhoudingscommissie.

De betrokken eigenaar of bezetter beschikt over een termijn van twee maanden om zijn verweermiddelen bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de directeur te richten.

Als die termijn eenmaal voorbij is, wordt het stilzwijgen van de eigenaar of bezetter als een erkenning van de werkelijkheid van de vastgestelde feiten beschouwd.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 november 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 270

[2004/200113]

**20 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de remboursement des frais de parcours et de séjour des membres des Commissions de conservation des sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 30, tel qu'inséré par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000, ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de séjour;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 17 septembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis 35.839/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2003;

Considérant que, afin d'assurer le bon fonctionnement des Commissions de conservation des sites Natura 2000, il s'avère indispensable de permettre la juste rétribution de la présence de ses membres aux réunions desdites Commissions, ainsi que le remboursement des frais de déplacement y liés;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les fonctions de membre d'une Commission de conservation d'un site Natura 2000 ne sont pas rémunérées.

**Art. 2.** A l'exception des membres d'une administration publique, les membres de la Commission de conservation, ainsi que les personnes invitées à participer aux réunions de la Commission de conservation sur proposition d'un membre de ladite Commission et à l'invitation de son président, ont droit à une indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge du budget de la Région wallonne.

**Art. 3.** Les fonctionnaires de la Région wallonne peuvent cependant prétendre à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour lorsque leur présence effective aux réunions de la Commission de conservation est assurée en dehors des heures normales de prestation de service de l'administration dont ils dépendent.

**Art. 4.** Les personnes ayant droit à l'indemnité visée à l'article 2 sont assimilées aux fonctionnaires de rang A6 des administrations publiques.

**Art. 5.** Pour bénéficier du remboursement de l'indemnité pour frais de parcours et de séjour, une déclaration de créance selon modèle joint en annexe I<sup>er</sup>, dûment datée et signée par le demandeur, est rentrée après chaque réunion auprès du secrétaire de la Commission de conservation.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART